NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 395 du 24 aout 2025

Au sommaire :

- **« Bloquons tout ! », préparons le 10 et ses suites, la convergence de toutes les colères contre Bayrou-Macron and co et le CAC40 -** *Galia Trépère*
- **Trump, ses rivaux européens, Poutine discutent de paix en poursuivant leurs guerres commerciales et militaires contre les travailleurs et les peuples** *- Yvan Lemaitre*

« Bloquons tout ! », préparons le 10 et ses suites, la convergence de toutes les colères contre Bayrou-Macron and co et le CAC40

Apparu sur les réseaux sociaux mi-juillet, immédiatement après l'annonce par Bayrou du projet de budget 2026, l'appel à tout bloquer le 10 septembre, sa réussite, sont devenus en quelques semaines un objectif pour toutes celles et ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à la régression sociale et à l'arrogance réactionnaire des parasites milliardaires et de leurs serviteurs.

Il reçoit un large soutien dans le pays, est aujourd'hui pris en main par de nombreuses structures syndicales, militantes, associatives et, un peu partout, il est préparé par des assemblées qui se donnent l'objectif d'en assurer le succès, de discuter les moyens de lutte, les revendications à mettre en avant et de préparer la suite.

Une mobilisation partie de la base qui bouscule les appareils et fait peur au pouvoir

Les dirigeants syndicaux étaient restés l'arme au pied après la déclaration de guerre du projet de budget 2026, calant une « *rentrée sociale* » sur l'agenda parlementaire début octobre. L'appel pour le 10 septembre, émanant de la base, bouscule le train-train habituel des rentrées syndicales et par son caractère contagieux menace le pouvoir d'une véritable explosion sociale.

Macron n'a pas oublié les Gilets jaunes, sa panique lorsque le mouvement prit un tour quasi-insurrectionnel lors de la première semaine de décembre 2018, qui plus est rejoint par la jeunesse des lycées. La répression fut violente, des milliers d'arrestations et des milliers de blessés. Le 3 décembre, 150 lycéens de Mantes-la-Jolie étaient interpellés, menottés, et contraints de rester agenouillés mains sur la tête sous la surveillance de policiers armés pendant plusieurs heures. Le 8 décembre, les blindés furent déployés à Paris et 100 000 policiers et militaires dans tout le pays. Le pouvoir put aussi compter sur les dirigeants syndicaux qui non seulement avaient affiché leur mépris à l'égard du mouvement alors même que nombre de leurs militants y participaient mais déclarèrent soutenir le gouvernement lors d'une réunion des partenaires sociaux le 10 décembre.

Macron n'a pas oublié non plus comment, en 2019, un appel lancé par des grévistes de la RATP en septembre avait débouché à partir du 5 décembre sur le mouvement dynamique et contagieux contre le projet de réforme des retraites à points, dont l'élan fut interrompu par l'épidémie de COVID et le confinement à partir de mars 2020.

Sa cote de popularité au plus bas, détesté, ses ambitions internationales réduites à flagorner Trump et ramenées au format de puissance de seconde zone qu'est la France, un supplétif des Etats-Unis, le roi est nu. Le président des riches rêve désespérément de garder Bayrou, a-t-il dit, jusqu'en 2027. La crise sociale et politique qui connaît un nouveau développement pourrait bien devenir son cauchemar...

Avec Macron, Bayrou and co, le plan du CAC40

Pendant tout l'été, Bayrou a préparé les suites du budget 2026, une éventuelle concertation entre partenaires sociaux sur la mise en œuvre de la suppression des deux jours fériés et sur une nouvelle réforme de l'assurance chômage, ainsi que de nouvelles réductions budgétaires dans les hôpitaux. Il est même envisagé d'économiser sur les aides à l'autonomie qui bénéficient aux personnes âgées ou en situation de handicap.

Et ce n'est pas fini, la réduction des dépenses publiques de 43,8 milliards d'euros en 2026 n'est que la première étape d'un « *plan pluriannuel de retour à l'équilibre de la dette sur 4 ans* ». L'objectif est de réduire le déficit à

4,6 % en 2026, 4,1 % en 2027, 3,4 % en 2028 et 2,8 % en 2029. Le tout en augmentant de plus de 6 milliards par an le budget militaire et en continuant à perfuser le capital à hauteur des 211 milliards d'argent public minimum qui lui sont alloués chaque année.

Cette feuille de route répond aux demandes et aux intérêts du capital qui, plongé dans la concurrence internationale aggravée ces derniers mois par l'offensive américaine de Trump, a besoin d'intensifier l'exploitation des salariés, d'augmenter le pillage de l'État et de préparer le pays à la guerre pour la défense des intérêts des multinationales françaises.

Que Bayrou, et même Macron, soient contraints de partir ne changerait rien à leur plan contrairement à ce que prétend la gauche. Macron n'est que le continuateur de sa propre politique commencée avant 2017 quand il se disait de gauche et était ministre de l'Économie du gouvernement Valls sous la présidence de Hollande ! La loi Travail de la ministre El Khomry n'était que la reprise de celle de Macron qui n'a fait que poursuivre et accentuer l'offensive contre le monde du travail pour le compte du Medef. Si la mobilisation de 2016 n'a pas pu mettre un coup d'arrêt à cette politique, elle a été le début d'une remontée des luttes et une nouvelle génération militante y a fait ses armes en gagnant son indépendance vis-à-vis de la gauche syndicale et politique. La bataille qui s'engage en cette rentrée est pour nous une nouvelle étape dans la prise en main de nos affaires, le contrôle et la direction de nos luttes.

Notre force, la convergence de nos colères, notre organisation démocratique sans craindre l'affrontement annoncé

Les directions syndicales, bousculées par le succès de l'appel au 10 septembre ont prévu de se réunir plus tôt que prévu en intersyndicale le 1er septembre. Elles espèrent garder le contrôle du mouvement. La CFDT pousse le cynisme jusqu'à organiser pour sa rentrée le 26 août une conférence sur le travail à laquelle est invité... Bayrou. Pour la CGT, dont les instances doivent décider la semaine prochaine d'appeler ou non au 10, Sophie Binet a jugé sur France Inter vendredi que l'appel est « *encore totalement nébuleux et sur les modes d'action et sur les revendications* »… « *le 10 septembre peut être une étape mais il faut construire d'autres perspectives* ».

Du côté des partis de gauche, Mélenchon se prononce pour la grève générale le 10 septembre parce que, explique-t-il, « *le 23 septembre, nous déposerons la motion de censure pour faire tomber le gouvernement de M. Bayrou* », le PC et Les Ecologistes ont annoncé qu'ils soutenaient le mouvement et le PS le rallie pour, comme l'a dit Faure, « *lui offrir un débouché politique qui ne soit pas celui de l'extrême droite* ».

Tous au sein de la gauche ne conçoivent leur action qu'à l'intérieur de limites qui ne risquent pas de remettre en cause l'ordre social existant, les luttes, les mobilisations n'étant destinées qu'à appuyer leur position de partenaires sociaux ou, pour les partis, leur bataille parlementaire de la rentrée en octobre, le vote d'une motion de censure contre le gouvernement dans le but de préparer les échéances électorales à venir.

De 1995 à aujourd'hui, selon le magazine *Challenge* du 10 juillet dernier, le nombre de milliardaires français est passé de 16 à 145 et leur patrimoine total de 80 milliards à 1128 milliards d'euros. Cet énorme transfert de richesses est le résultat de toutes les politiques gouvernementales depuis 30 ans, de droite ou de gauche. Derrière les discours démagogiques flattant le mécontentement et les colères, la gauche, y compris LFI prisonnière des institutions et du système, sera incapable, demain, si elle revenait aux affaires, de rompre avec son passé pour remettre en cause le système.

C'est pourquoi nous avons besoin de nous organiser nous-mêmes, de nous donner notre propre parti en toute indépendance des appareils de la gauche syndicale et politique et de leur bataille institutionnelle.

La mobilisation pour faire du 10 septembre le début d'un mouvement de convergence de toutes les colères est décisive. Contrairement à ce que l'on entend dire, elle est une bataille politique, non pas politicienne, mais une bataille politique de notre camp, le camp des travailleurs qui ne doit pas se laisser enfermer dans des luttes syndicales sans issue. Notre combat contre le budget de Bayrou-Macron est politique, ce qui ne veut pas dire parlementaire. Il est un combat politique pour défendre nos intérêts de travailleur.es. L'injustice sociale grandissante, la catastrophe écologique, l'horreur et l'absurdité de la guerre, l'arbitraire de régimes policiers, la désinformation systématique, la menace de l'extrême droite nourrissent une révolte et des mobilisations sur des terrains et des thèmes différents mais qui découlent tous de l'organisation capitaliste de l'économie et de la société. Elles sont politiques et demandent une perspective politique, celle d'une lutte d'ensemble, démocratique pour en finir avec la dictature d'une minorité qui tient les rênes de l'économie et de la finance.

La seule force qui peut mettre en échec les politiques qui ruinent la société pour enrichir une minorité richissime parasitaire, c'est celle des travailleurs, des exploités, de la grande masse de la population qui font fonctionner d'ores et déjà toute la société. C'est à elles et eux de la diriger.

Galia Trépère

Trump, ses rivaux européens, Poutine discutent de paix en poursuivant leurs guerres commerciales et militaires contre les travailleurs et les peuples

La rencontre entre Trump et Poutine du 15 août à Anchorage dans l'Alaska, annoncée à grand renfort de tambours, n'a accouché de rien si ce n'est d'une série de nouvelles rencontres tout en mettant en scène une complicité surjouée entre les deux brigands. Trump, qui abordait la rencontre, vantard, sûr de déboucher sur un cessez-le-feu a conclu avec une grande perspicacité : « *Nous n'y sommes pas, mais nous avons fait des progrès. Il n'y a pas d'accord jusqu'à ce qu'il y ait un accord* ».

La mascarade diplomatique à laquelle se livrent les deux brigands capitalises a valu à Trump d'être accusé de faire le jeu de Poutine et de s'être rallié à ses positions en acceptant que la Russie puisse annexer des territoires ukrainiens sans que rien de concret n'ait été publiquement dévoilé sur d'éventuelles conditions de paix. Diplomatie secrète oblige, tout se discute dans le dos des peuples et contre eux.

Ainsi après s'être affrontés avec la peau des Ukrainiens et des Russes durant trois années d'une guerre fratricide qui a fait des centaines de milliers de blessés, mutilés ou tués ainsi que d'énormes destructions, les dirigeants américains et russes ont décidé d'ouvrir des négociations en vue d'un accord de paix, c'est-à-dire de se partager l'Ukraine !

Trump ne s'est pas rallié à Poutine, il négocie au mépris du sang et des souffrances des peuples le rapport de force né de la guerre provoquée par l'offensive des USA pour plier la Russie à leur suprématie.

L'un et l'autre ainsi que tous les brigands capitalistes du monde n'ont jamais fait autrement !

Les rencontres qui ont suivi à Washington, lundi, d'abord de Trump et Zelensky puis de Trump et d'une délégation de dirigeants européens n'ont pas plus apporté si ce n'est l'annonce de nouvelles rencontres dont la possibilité d'une rencontre Poutine-Zelensky, de plus en plus hypothétique, qui pourrait être suivie d'un sommet Trump-Zelensky-Poutine.

Macron et les dirigeants européens, initialement écartés par Trump, ont réussi à s'inviter et à accompagner Zelensky à Washington en se faisant les défenseurs des intérêts ukrainiens. Ils sont venus se prosterner devant Trump en espérant pouvoir jouer leur rôle dans la partition sans même être capables de parler d'une seule voix, trop soucieux chacun de leurs propres intérêts nationaux.

Ni les uns ni les autres n'ont jamais envisagé une paix démocratique qui donnerait aux populations les moyens de décider de leur sort. De cela, il n'est pas question.

Un tournant révélateur de la logique de la guerre par procuration des USA contre la Russie autocratique et expansionniste

L'ouverture de ces négociations à l'issue pour le moins incertaine représente un tournant mais un tournant dans la guerre elle-même pas dans ses objectifs. Les USA et la Russie ont fait le choix de négocier le rapport de force tel qu'il s'est construit entre eux après ces trois années de la guerre d'Ukraine qui n'a jamais eu pour but la défense du droit du peuple ukrainien à décider de son sort, contrairement aux mensonges répétés par la propagande occidentale officielle et repris jusque dans les rangs de courants d'extrême gauche. La guerre a été la conséquence de la politique de l'Otan depuis la chute de l'URSS. Pendant trois décennies, les USA et leurs alliés ont mené une politique d'encerclement de la Russie par les troupes de l'Otan. Les dirigeants occidentaux ont fait miroiter la possibilité que l'Ukraine rejoigne l'UE et l'Otan flattant Zelensky et le nationalisme pour mener leur guerre par procuration contre la Russie.

Poutine, dictateur grand-russe, ne pouvait avoir d'autre réponse que réactionnaire, envahir l'Ukraine en février 2022 pour préserver les intérêts de la couche de privilégiés et d'oligarques qu'il représente ainsi que ses propres intérêts.

Aujourd'hui encore, les dirigeants européens en osant se revendiquer des souffrances des peuples d'Ukraine se livrent à des surenchères contre la Russie et Poutine. Macron est le plus virulent des va-t'en guerre. Il dénonce Poutine comme « *un prédateur, un ogre à nos portes* », « *la Russie est devenue durablement une puissance de déstabilisation et une menace potentielle pour beaucoup d'entre nous* ».

En réponse au tournant américain, ils prennent la pose de ceux qui ne veulent pas abandonner l'Ukraine tout en s'alignant, tout comme Zelensky, sur Trump.

Même si elles aboutissaient, ce dont on peut douter, les négociations en cours ne seraient qu'une trêve dans la guerre sans fin. Elles ne pourront qu'entériner les rapports de forces nés de cette barbare confrontation par procuration. L'Ukraine est déjà partagée entre les USA et la Russie par les accords militaires, miniers, agricoles, financiers passés avec les USA et l'UE. Elle est intégrée aux dispositifs économiques, financiers et militaires de l'empire américain qui concédera aux européens ce qui pourra servir ses propres intérêts.

Trump négocie les intérêts des capitalistes américains et les siens dans un rapport de force qui lui est favorable. Les États-Unis ont profité des sanctions sur le gaz et le pétrole russes pour supplanter leurs concurrents européens. Leurs capitaux ont pu faire main basse sur des pans entiers de l'économie ukrainienne. Leurs trusts se sont enrichis au travers des fournitures d'armes et de bien d'autres matériels. Un deal USA-Russie leur ouvrirait bien

des perspectives d'investissements que ce soit dans le domaine des terres rares, des minerais dits « stratégiques » comme le lithium et l'uranium sans oublier l'exploitation à l'avenir des richesses de l'Arctique.

Des négociations qui s'inscrivent dans l'offensive globale commerciale et militaire des USA

Dans la continuité de la guerre, sa poursuite plus précisément, les discussions engagées entre Trump et Poutine ont des enjeux qui dépassent le sort de l'Ukraine. Elles portent sur le nouvel ordre mondial que les USA prétendent façonner pour maintenir leur hégémonie afin de faire valoir les intérêts de Wall Street, d'éviter la crise financière en gestation en vassalisant leurs concurrents, ennemis ou alliés, pour mieux piller leurs richesses et s'approprier une part croissante de la plus-value mondiale.

Il s'agit de renforcer les positions des USA dans la concurrence en se dégageant du poids de la guerre pour ouvrir l'accès aux ressources vitales de la Russie et de l'Ukraine, affaiblir l'alignement de Moscou sur Pékin et affaiblir les puissances européennes.

D'où la place que prennent les discussions sur la question de la sécurité si un accord de paix avait lieu, des moyens d'imposer son respect. Poser cette question renvoie aux exigences formulées par Poutine face aux manœuvres d'encerclement de la Russie par l'Otan avant même 2014, ce qu'il appelle les « *causes profondes* » de la guerre. Après la fin de la guerre froide, les pays occidentaux, États-Unis en tête, s'étaient engagés à ce que l'Otan ne pousse pas ses avancées au contact du territoire russe. Promesse brisée par l'adhésion des pays Baltes (Lituanie, Lettonie et Estonie) en 2004, les deux derniers partageant une frontière avec la Russie avant qu'elle ne se transforme en promesse que l'Ukraine rejoigne et l'Otan et l'UE.

« *Les préoccupations légitimes de la Russie doivent être prises en compte, et un équilibre équitable doit être rétabli dans le domaine de la sécurité en Europe et dans le monde en général* », revendique Poutine. « *Je pense*, ajoute-t-il, *que les accords d'aujourd'hui constitueront un point de départ, non seulement pour la solution de la question ukrainienne, mais aussi pour nous aider à rétablir des relations commerciales et pragmatiques entre la Russie et les Etats-Unis. [...] la coopération en matière d'investissements et d'affaires recèle un énorme potentiel* ».

Si Trump a écarté une adhésion de l'Ukraine à l'Otan et à l'UE, il s'est engagé à donner à celle-ci « *des garanties de sécurité, qui seraient fournies par les divers pays européens, en coordination avec les États-Unis* ».

Ces garanties de sécurité devraient être définies dans les jours à venir sans que soient abordées les demandes russes sur lesquelles Moscou n'envisage pas de capituler. Inévitablement l'évolution des négociations mettra à nu les véritables enjeux de la guerre d'Ukraine, des enjeux internationaux au même titre que le drame qui se joue à Gaza.

Ceux qui prétendent défendre l'Ukraine laissent Israël exterminer le peuple palestinien tout en disant lui reconnaître le droit à un Etat !

Les dirigeants de l'UE posent aux avocats de l'Ukraine et risquent une guerre totale avec la Russie, au nom d'une lutte sans compromis pour la prétendue liberté de l'Ukraine en soutien au régime corrompu de Zelensky qui impose son pouvoir par la répression et la guerre sans craindre de s'appuyer sur l'extrême droite. Macron rivalise avec Merz et Starmer dans le zèle militariste pour exiger des travailleurs européens qu'ils sacrifient des centaines de milliards d'euros au réarmement en invoquant la menace russe.

Pour tenter de donner un crédit moral à cette imposture militariste, ces tartuffes osent maintenant poser aux défenseurs des droits du peuple palestinien à avoir un État, Etat qu'ils devraient reconnaître sous peu au moment même où Netanyahou et les USA en enterrent toute possibilité, l'espoir même ! « *L'offensive militaire sur Gaza que prépare Israël ne peut conduire qu'à un véritable désastre pour les deux peuples et entraînera la région dans une guerre permanente* » dit Macron, appréciation indiscutable qui s'applique aussi aux prétentions de l'UE à entraîner Trump dans la poursuite d'une guerre réactionnaire contre la Russie pour faire valoir ses propres intérêts.

L'accélération de la mise en œuvre du projet du « Grand Israël » avec le plan d'occupation totale de la bande de Gaza validé le 8 août par le cabinet de sécurité sera bien pire encore qu'un désastre, la poursuite du génocide du peuple palestinien soumis aux bombardements, à un blocus total, affamé par l'armée israélienne

La fuite en avant de l'État sioniste et ses conséquences dramatiques ouvrent une crise politique sans précédent en Israël comme en atteste l'ampleur de la journée de protestation contre la guerre du dimanche 17 août. Elle contribue à la crise politique internationale provoquée par l'instabilité du capitalisme déséquilibré par la concurrence et la surchauffe financière, les guerres, crise politique qui frappe en premier les puissances occidentales par la montée de l'extrême droite qui voit en Israël l'avant-poste d'un combat pour la défense de « *notre civilisation* » c'est-à-dire du capitalisme occidental en déclin.

C'est ce dont les Macron, Merz and co voudraient se protéger, tant au niveau national qu'international, en se dédouanant des plans de Netanyahou. Leur cynisme, leur hypocrisie, leurs mensonges ne font que la précipiter.

Accélération de la guerre commerciale et militaire, surchauffe financière, désordre et instabilité capitalistes vers une crise politique internationale

Cet été, la marche chaotique et macabre du capitalisme financiarisé a connu une brutale accélération. La guerre

commerciale déclenchée par Trump a abouti à une série d'accords, autant de capitulations en chaîne si ce n'est de la Chine avec laquelle Trump s'est vu obligé de composer. Ces capitulations devant les oukases des USA dont celle de l'UE ont accentué la déstabilisation de l'économie mondiale d'autant que la plupart de ces accords restent des engagements qui ne reposent sur aucun document signé ! Trump maintient son monde sous tensions et pressions…

Cette politique erratique, cynique et brutale du deal permanent a pour corollaire le même deal permanent et incertain dans les relations diplomatiques qu'illustre la mascarade en cours des négociations dites de paix. Elle obéit à une folle rationalité qui est celle du capitalisme, de la concurrence exacerbée, une stratégie nationaliste autoritaire visant à réaffirmer la suprématie des Etats-Unis.

Ces derniers sont désormais confrontés à un capitalisme devenu multipolaire où leurs rivaux, la Chine, la Russie et les Etats regroupés au sein des BRICS, des puissances régionales ou locales cherchent à jouer leurs propres cartes sur le marché mondial. Cette guerre pour le partage et le repartage du marché et des profits que produit l'exploitation du prolétariat mondial englobe désormais le monde entier, du Groenland au Panama, en passant par l'Arctique, l'Antarctique et même l'espace. Elle se joue en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine où le Venezuela est aujourd'hui directement menacé.

Ce désordre destructeur aggrave la contradiction fondamentale du capitalisme entre l'économie mondialisée et sa division en États-nations rivaux. Il provoque la stagnation économique voire une récession, la baisse du taux de profits et de la rentabilité du capital, une explosion de la dette et la menace d'un krach financier, l'inflation, un désastre climatique, en aggravant les contradictions internes de chaque bourgeoisie. Pour les surmonter, les bourgeoisies ne connaissent qu'une recette : accroître l'exploitation du travail et le pillage de la nature, le chemin le plus court vers la catastrophe.

Aucun Etat de ce monde capitaliste multipolaire n'a de réponse aux conséquences chaotiques du déclin de la première puissance mondiale. Tous sont prisonniers du système, de la course au profit, de la concurrence aveugle qui dresse les peuples et les travailleurs les uns contre les autres et conduit à la généralisation du militarisme, à la mondialisation de la guerre.

Le capitalisme ne connaît d'autre régulation que la crise et la guerre, le rapport de force et aucune nation pas plus les USA que la Chine n'est en mesure d'imposer une nouvelle hégémonie acceptée par ses concurrents.

Cette marche macabre à la faillite produit une crise politique mondialisée du fait de la corruption morale et politique des classes dirigeantes et de leurs serviteurs politiques ruinés par leurs mensonges et imposture permanente. Elle prépare le terrain à « *une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées* »[1] selon la formule de Trotsky, leur intervention démocratique et révolutionnaire pour construire un autre mode de production fondé sur la coopération des peuples et une planification démocratique mondialisée qu'exigent les progrès de l'humanité.

Yvan Lemaitre

1https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/hrrusse/hrrsomm.htm